

Cote du document: EB 2020/131(R)/R.14  
Date: 27 novembre 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Informations actualisées sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres et sur la riposte opérationnelle plus générale du FIDA à la COVID-19**

### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Donal Brown**  
Vice-Président adjoint  
Département de la gestion des programmes  
téléphone: +39 06 5459 2448  
courriel: d.brown@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et  
relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente et unième session  
Rome, 7-9 décembre 2020

---

Pour: **Information**

1. Un premier compte rendu sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres (ci-après le Mécanisme de relance) et la riposte opérationnelle plus générale du FIDA à la COVID-19<sup>1</sup> a été présenté à la cent trentième session du Conseil d'administration du FIDA, en septembre 2020. Ce rapport donnait des précisions sur la conception et le lancement du Mécanisme de relance et présentait une vue d'ensemble des financements approuvés et des ressources mobilisées à ce stade. Le présent compte rendu, le deuxième du genre, présente les dernières informations disponibles sur ces points, et précise comment les fonds supplémentaires seront alloués à l'avenir. Compte tenu de l'avancement rapide de la mise en œuvre du Mécanisme de relance, un additif au présent rapport sera publié peu avant le début de la cent trente et unième session du Conseil d'administration pour présenter les derniers chiffres disponibles sur les financements approuvés et les ressources mobilisées.

## **I. Informations actualisées sur la mise en œuvre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres**

### **A. Financements approuvés à ce jour**

2. Depuis le lancement du premier appel à propositions en juin, 41 propositions d'une valeur globale de 30 millions d'USD ont été approuvées au titre du Mécanisme de relance (voir les résumés de chaque proposition à l'annexe I). Quatre des propositions visent plusieurs pays (5,5 millions d'USD), tandis que les 37 autres sont propres à un pays (24,5 millions d'USD). Sept autres propositions spécifiques à un pays ont été examinées et recommandées pour approbation, pour un montant supplémentaire de 4,5 millions d'USD.
3. Les financements obtenus auprès d'autres sources – comme les partenaires d'exécution, les pouvoirs publics et les bénéficiaires – représentent 7,1 millions d'USD supplémentaires pour les propositions approuvées et 0,6 million d'USD pour les propositions figurant dans la réserve. Les gouvernements des pays bénéficiaires représentent les principaux contributeurs des cofinancements<sup>2</sup>. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) cofinancent des projets du Mécanisme de relance à Djibouti et à Sao Tomé-et-Principe, et la FAO cofinance aussi un autre projet du Mécanisme en Afghanistan. La FAO intervient également comme partenaire d'exécution dans deux projets: un projet relatif aux transferts monétaires numériques visant à améliorer l'accès aux intrants au Pakistan, et un projet favorisant l'accès des agriculteurs et des éleveurs à des intrants en Afghanistan. Dans le cadre d'un projet en réserve en Zambie, le FIDA collaborera avec le PAM à la création d'un indice pour l'assurance du bétail.
4. Le tableau ci-après illustre la répartition des fonds approuvés au titre du Mécanisme de relance (y compris en ce qui concerne les 4,5 millions d'USD de la réserve) par région et par catégorie de revenu. Les financements approuvés ciblent essentiellement des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure; environ 16,4 millions d'USD (48%) sont alloués à des pays en situation de fragilité<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Voir documents EB 2020/130/R.14 et EB 2020/130/R.14/Add.1.

<sup>2</sup> Notamment les gouvernements des pays suivants: Burundi, Cambodge, Congo, État de Palestine, Gabon, Libéria, Madagascar, Malawi, Ouganda, République démocratique du Congo, Sénégal, Soudan et Tchad.

<sup>3</sup> Sur la base de la liste des pays en situation de fragilité touchés par un conflit établie par la Banque mondiale pour 2021: <http://pubdocs.worldbank.org/en/888211594267968803/FCSList-FY21.pdf>.

Tableau 1

**Financements approuvés au titre du Mécanisme de relance, par catégorie de revenu et par région**  
(en millions d'USD, sur un montant total de 34,5 millions d'USD)

<i>Catégorie de revenu</i>		<i>Région</i>	
Faible revenu	17,3 (50%)	Asie et Pacifique	9,0 (26%)
Revenu intermédiaire de la tranche inférieure	15,4 (45%)	Afrique orientale et australe	8,7 (25%)
Revenu intermédiaire de la tranche supérieure	1,8 (5%)	Amérique latine et Caraïbes	2,3 (7%)
		Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	3,1 (9%)
		Afrique de l'Ouest et du Centre	11,4 (33%)

5. Sur les 34,5 millions d'USD de financements approuvés ou dans la réserve, un montant de 14,6 millions d'USD (42%) a pour objet de remédier à des problèmes pressants liés à l'accès aux intrants et de permettre ainsi aux exploitants d'être prêts pour les prochaines saisons des semis. Un montant de 7,7 millions d'USD (22%) concerne des mesures visant à améliorer l'accès aux marchés, notamment en fournissant un appui à l'entreposage et au transport, et un montant de 3,1 millions d'USD (9%) cible les financements ruraux. Un montant de 9,1 millions d'USD (26%) a été affecté aux services numériques, notamment pour appuyer les formations en ligne, la fourniture de conseils et les transferts monétaires au moyen d'applications pour téléphone mobile. Environ 29% des projets (33% des financements approuvés) seront mis en œuvre dans le cadre de projets actuellement menés par le FIDA par les unités de gestion de projet en place; les autres appuieront des initiatives menées de manière indépendante par l'intermédiaire d'autres partenaires, notamment des instituts de recherche, des organisations non gouvernementales et des associations d'organisations paysannes.

## **B. Résultats attendus des projets approuvés à ce jour**

6. Bien qu'il soit trop tôt pour dresser un bilan de l'exécution des projets, quelques réflexions initiales peuvent être formulées à partir des objectifs indiqués dans les propositions approuvées. Les 41 propositions approuvées à ce jour, plus les sept se trouvant dans la réserve, devraient toucher 1,5 million de ménages. Toutes répondent à l'objectif tendant à ce que 50% des bénéficiaires soient des femmes et 25% soient des jeunes. Concernant l'impact, si ces projets atteignent leur objectif de préservation ou d'amélioration des revenus de 75% des bénéficiaires, les revenus de 1,2 million de ménages seront protégés des effets de la pandémie de COVID-19, voire améliorés.
7. Bien que les projets soient censés cibler au moins autant de femmes que d'hommes, plusieurs projets approuvés devraient avoir un impact plus fort sur les femmes, au-delà des indicateurs de base du cadre de mesure des résultats du Mécanisme de relance. Par exemple, les propositions relatives à la Guinée et au Togo ciblent toutes deux la réduction des violences sexistes comme effet supplémentaire, alors que des préoccupations émergent dans le monde entier au sujet de l'augmentation de l'incidence de ces violences due à la pandémie de COVID-19. En organisant des séances de formation sur l'adaptation des pratiques de production en réponse à la COVID-19, ces projets permettront également d'organiser des ateliers sur la prévention des violences faites aux femmes, et de diffuser des messages sur la nutrition. D'autres propositions ciblent à la fois l'autonomisation des femmes et la résilience face aux changements climatiques. Par exemple, au Bénin, un projet vise à fournir des semences climatorésilientes à des ménages dirigés par une femme et à des organisations paysannes féminines, tandis qu'en Zambie un projet consistera à mettre en place un système d'assurance bétail indiciaire au profit, notamment, de ménages dirigés par une femme.

8. Le tableau 2 indique le nombre projeté de ménages à atteindre pour chacun des indicateurs de base relatifs aux effets au titre des quatre piliers du Mécanisme de relance. Comme l'utilisation de technologies numériques permet d'atteindre un large public à un coût relativement faible, ces activités devraient profiter à près d'un million de ménages, même si elles ne concernent à ce jour qu'un quart des financements au titre du Mécanisme de relance. Environ un demi-million de ménages devraient bénéficier d'un appui dans le domaine des intrants – l'objectif principal des financements du Mécanisme de relance – grâce aux propositions approuvées jusqu'à présent, tandis que 250 000 ménages devraient quant à eux bénéficier d'un appui à la commercialisation et d'un accès à des services financiers. Ces chiffres représentent le nombre minimum de bénéficiaires potentiels du mécanisme, leur nombre devant progresser à mesure que de nouveaux projets sont approuvés en vue d'un financement par des fonds supplémentaires.

Tableau 2

**Nombre de ménages ciblés au titre de chaque pilier pour les propositions approuvées ou figurant dans la réserve**

(Les catégories ne s'excluent pas mutuellement)

<i>Pilier et indicateur du cadre de mesure des résultats</i>	<i>Nombre de ménages</i>
<b>Pilier 1.</b> Nombre de producteurs ruraux ayant accès à des intrants de production ou à des paquets technologiques	510 000
<b>Pilier 2.</b> Nombre de producteurs ruraux (et d'organisations de producteurs, s'il y a lieu) qui bénéficient d'une aide pour récolter, stocker, transporter ou vendre leurs produits.	225 000
<b>Pilier 3.</b> Nombre de producteurs ruraux bénéficiant de nouveaux prêts ou de conditions plus favorables pour des prêts existants par l'intermédiaire de prestataires de services financiers ruraux recevant un appui, ou d'autres services financiers.	230 000
<b>Pilier 4.</b> Nombre de personnes bénéficiant d'une formation à distance aux pratiques et techniques de production ou à d'autres activités génératrices de revenus, ou d'un accès à d'autres plateformes électroniques.	925 000

9. Compte tenu des projections relatives à ces propositions, les modalités d'exécution du Mécanisme de relance devraient bénéficier de gains d'efficacité notables qui contribueront à maximiser le nombre de bénéficiaires et les résultats du Mécanisme. Outre les avantages liés à l'utilisation des services numériques, le rapport coût-efficacité devrait être élevé parce que de nombreux projets sont exécutés dans le cadre des infrastructures existantes de projets du FIDA en cours, ce qui abaissera considérablement les coûts de démarrage. Par ailleurs, de nombreuses activités font l'objet d'un ciblage précis, de manière à résoudre en priorité une ou deux difficultés d'accès aux moyens d'existence rencontrées par les bénéficiaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il s'agit en particulier d'apporter un appui dans le domaine des intrants, ce qui consiste souvent à fournir aux bénéficiaires des intrants simples et peu coûteux, afin qu'ils puissent être prêts à temps pour la prochaine période des semis.

## C. Mobilisation et allocation des ressources

10. Les fonds supplémentaires engagés au titre du Mécanisme de relance se chiffrent actuellement à 48,6 millions d'USD, grâce aux généreuses contributions des Gouvernements allemand, canadien, néerlandais et suédois. Une autre contribution d'environ 2 millions d'USD devrait être annoncée d'ici le début du mois de décembre, tandis qu'une enveloppe supplémentaire de 20 millions d'USD, actuellement en cours de négociation, devrait être annoncée d'ici la fin de l'année.
11. Le mécanisme a été doté, à son lancement, de 40 millions d'USD mis à disposition par le FIDA à titre de financement de démarrage, dont il restera 6,5 millions d'USD une fois que les projets de la réserve auront été approuvés. Les équipes des pays admissibles restants préparent actuellement des propositions pouvant être

financées par ce solde. La quasi-totalité des 40 millions d'USD sera ainsi engagée sous peu. Le deuxième appel à propositions sera mené prochainement pour allouer les fonds supplémentaires mobilisés et le solde éventuel des 6,5 millions d'USD restants. Par souci d'efficacité, tous les fonds supplémentaires seront regroupés dans le cadre d'un nouveau cycle d'allocation unique.

12. En réponse aux discussions qui se sont déroulées au cours de la dernière session du Conseil d'administration, une analyse a été menée pour déterminer comment intégrer des données actualisées sur les risques liés à la COVID-19 au processus d'allocation du prochain cycle. Il en est ressorti que, bien qu'elle soit possible, cette démarche n'était pas souhaitable compte tenu de l'indisponibilité des données relatives aux cas de COVID-19 et aux tests dans environ un tiers des pays admissibles au Mécanisme de relance, et du fait que même lorsqu'elles étaient disponibles, ces données n'étaient pas forcément fiables. Par conséquent, il a été décidé de maintenir le mécanisme d'allocation initial afin d'éviter toute distorsion en la matière du fait de l'utilisation de données potentiellement inexactes ou incomplètes. Certains pays très exposés aux risques liés à la COVID-19 ne bénéficieront donc pas d'une augmentation des allocations, mais des efforts seront faits avec l'appui du fonds multipays (auquel 15% des ressources sont allouées) pour aider les pays les plus durement touchés.

#### **D. Mesure de l'impact et des résultats**

13. La stratégie de suivi de l'ensemble des indicateurs du cadre de mesure des résultats du Mécanisme de relance est désormais en place<sup>4</sup>. Les indicateurs relatifs aux impacts seront mesurés à l'aide d'un sous-échantillon de projets du Mécanisme de relance, avec une répartition représentative des projets par régions et par activités ou piliers. La collecte de données bénéficiera de l'appui de la Division recherche et évaluation de l'impact du FIDA et se fera probablement au moyen de téléphones mobiles, dans de nombreux cas. Les indicateurs relatifs aux effets et aux produits seront mesurés, pour l'ensemble des projets du Mécanisme de relance, par les organismes d'exécution, qui utiliseront leurs propres systèmes de suivi-évaluation. Enfin, les indicateurs liés à l'efficacité opérationnelle seront mesurés par le FIDA au niveau institutionnel.
14. Le cadre de mesure des résultats du Mécanisme de relance a fixé les objectifs suivants: 100% des projets approuvés devront intégrer les questions de genre, et 50% devront tenir compte des besoins des jeunes. Depuis le compte rendu présenté à la cent trentième session du Conseil d'administration, la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale du FIDA contribue à la mise en place d'un solide système de notation permettant d'évaluer l'intégration des questions de genre et la prise en compte des besoins des jeunes. Pour évaluer ce qui a été effectivement mis en œuvre, plutôt que ce qui était prévu lors de la conception, l'évaluation sera menée à l'achèvement du projet relevant du Mécanisme de relance. Conformément à la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et au Plan d'action en faveur des jeunes ruraux 2019-2021, les évaluations seront menées à partir d'une matrice de catégories spécifique, couvrant notamment la résilience économique, la capacité à se faire entendre et le bien-être. Tout en permettant au FIDA de rendre compte des indicateurs du cadre de mesure des résultats, l'évaluation fournira des indications et des données supplémentaires concernant l'impact du Mécanisme de relance sur les femmes et les jeunes. Ces données enrichiront le rapport final sur la performance globale du Mécanisme de relance, prévu pour 2022.

<sup>4</sup> Comme indiqué dans le rapport présenté à la cent trentième session du Conseil d'administration.

## **II. Autres activités de riposte à la COVID-19**

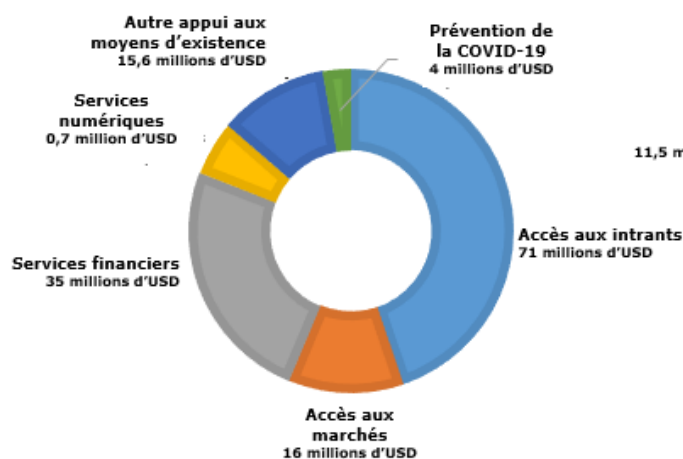
### **A. Réorientation des fonds destinés aux projets**

15. Au moment de la présentation du précédent rapport à la cent trentième session du Conseil d'administration, le FIDA avait approuvé la réorientation de 107 millions d'USD au profit de 41 projets dans 30 pays, tandis que la réserve, d'une valeur de 83 millions d'USD, contenait 50 projets concernant 40 pays. Ces montants sont désormais passés à 142 millions d'USD approuvés au profit de 54 projets dans 32 pays et, en ce qui concerne la réserve, à 46 millions d'USD pour 12 projets à réaliser dans 12 pays. Le FIDA continue de traiter le montant restant dans la réserve avec la plus grande célérité, afin de ne pas manquer la période la plus cruciale au regard des besoins. Les retards sont principalement imputables aux discussions en cours avec les pouvoirs publics, que les équipes de pays du FIDA espèrent achever rapidement.
16. Les rapports de terrain indiquent que ces réorientations ont, pour l'essentiel, déjà donné des résultats; dans la plupart des cas, les bénéficiaires des projets ont été prêts pour la saison des plantations grâce à l'appui financé par les fonds réorientés. Au Cambodge, par exemple, les fonds réorientés ont contribué à la création d'une nouvelle application de téléphonie mobile visant à permettre aux bénéficiaires des projets d'accéder à des marchés et à des informations en ligne, pour les aider à surmonter les restrictions à la liberté de circulation. Au Cameroun, dans le cadre d'un projet axé sur l'aide à la création d'entreprises chez les jeunes agroéleveurs, les ressources ont été réaffectées de telle sorte que les entreprises des bénéficiaires puissent survivre à la pandémie. Grâce à l'appui à l'accès aux intrants, aux marchés et aux services d'information numérique, les bénéficiaires ont été en mesure de poursuivre leurs activités et, surtout, de maintenir la qualité de leurs produits malgré les contraintes auxquelles ils doivent faire face.
17. Les activités de réorientation ont, par ailleurs, offert des possibilités de collaboration avec les pouvoirs publics et les principaux partenaires de développement. En Tunisie, par exemple, un montant de 1,2 million d'USD a été réorienté pour financer des activités de riposte à la COVID-19 dans le cadre du Projet de promotion des filières pour le développement territorial de Siliana. Tout en offrant un appui aux moyens d'existence, une partie de ces fonds a été utilisée pour financer un programme nutritionnel en collaboration avec le PAM pour des enfants qui ne peuvent plus bénéficier des repas scolaires en raison de la fermeture des écoles. En deux mois, les fonds réorientés ont permis de fournir des aliments à plus de 500 familles et 700 enfants.
18. Outre ces indications initiales, les équipes de projet doivent consigner les résultats dans le cadre des systèmes de suivi-évaluation des projets, et rendre compte des effets produits à l'achèvement des projets. Entre-temps, le FIDA continuera à tirer et à partager les enseignements de ces efforts de réorientation grâce aux activités de gestion des savoirs menées au niveau des projets et à l'échelle de l'institution.

19. La répartition de ces financements par activités est présentée dans les graphiques ci-après.

#### Réorientations approuvées

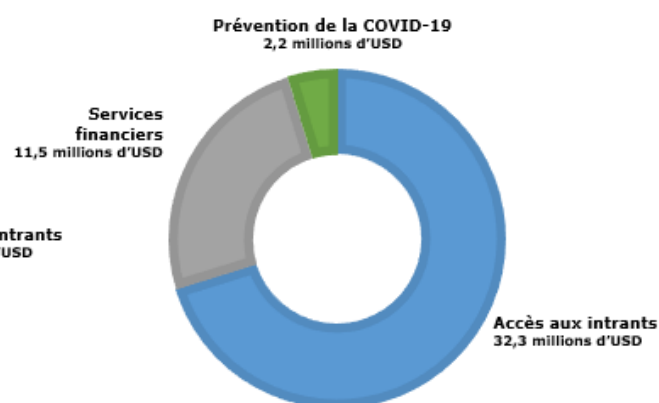
Pays: 32  
Projets: 54  
Montant total: 142 millions d'USD



#### Réserve

(discussions en cours avec les pouvoirs publics/en attente d'approbation)

Pays: 12  
Projets: 12  
Montant total: 46 millions d'USD



## B. Opérations d'urgence

20. À la cent trentième session du Conseil d'administration, un prêt d'urgence au Ghana a été approuvé pour appuyer les mesures engagées par le pays face à la COVID-19. L'initiative sera financée par un prêt du FIDA de 20 millions d'USD, complété par 11,2 millions d'USD de contributions des bénéficiaires, 5,2 millions d'USD de contributions de l'emprunteur, 2,6 millions d'USD versés par le Gouvernement canadien, 2 millions d'USD provenant du PAM, et 0,4 million d'USD de la FAO. Cette opération d'urgence vise principalement à faire en sorte que les petits exploitants reçoivent les intrants disponibles à temps pour la prochaine période des semis, et à renforcer leurs liens avec les marchés. Tout en jouant le rôle de partenaires de cofinancement, le FIDA, la FAO et le PAM travailleront en étroite collaboration dans le cadre de plusieurs activités d'appui prévues en lien avec la fourniture d'intrants et l'établissement de liens avec le marché.
21. Au total, un appui sera fourni à 50 000 bénéficiaires directs au sein de 25 000 ménages, également réparti entre les femmes, les hommes et les jeunes, et 5% des bénéficiaires seront des personnes handicapées. Les principaux résultats escomptés sont les suivants: formation de 35 000 bénéficiaires aux pratiques de production dans le contexte de la COVID-19 au moyen de services de vulgarisation en ligne; accès de 35 000 bénéficiaires à des intrants de production améliorés ou à des paquets technologiques pour qu'ils puissent diversifier leurs revenus et faire face à des baisses de revenus causées par la COVID-19, grâce à des cultures vivrières à développement rapide; sensibilisation de 25 000 bénéficiaires à des pratiques et technologies durables et résilientes face aux aléas climatiques. S'agissant des impacts, l'objectif fixé pour l'initiative est que 70% des bénéficiaires puissent déclarer que leurs revenus se sont maintenus ou améliorés depuis le début de la pandémie.

## C. Participation au Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement

22. Le FIDA travaille en étroite collaboration avec les pouvoirs publics, les équipes de pays des Nations Unies et les coordonnateurs résidents pour mettre en œuvre en temps utile des mesures cohérentes en fonction de la demande. Le FIDA continue

également d'étudier les possibilités de collaboration avec le Fonds d'affectation spéciale multipartenaire COVID-19 pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement (ci-après, le Fonds d'affectation spéciale COVID-19), aussi bien en qualité de source de financements qu'en tant que bénéficiaire de dons. Jusqu'ici, le FIDA a pris part à une proposition approuvée au titre du Fonds d'affectation spéciale COVID-19. Cette initiative permettra de s'attaquer aux menaces que fait peser la COVID-19 sur les moyens d'existence dans les sous-secteurs des économies informelles, les industries de la création et l'agriculture aux Fidji, aux Palaos, aux Tonga et à Vanuatu. L'Organisation internationale du Travail, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme des Nations Unies pour le développement seront les organisations bénéficiaires; le FIDA sera l'organisme d'exécution, et apportera en outre une contribution de 1 million d'USD sous la forme d'un cofinancement en nature. Dans le cadre du cycle de financement à venir, le FIDA soumettra une proposition commune avec la FAO en vue d'une initiative au Brésil, et une autre avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pour une initiative au Viet Nam.

23. En outre, une proposition conjointe avec la FAO, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, d'un montant de 10 millions d'USD, a été soumise afin qu'un financement du Fonds des Nations Unies pour les objectifs de développement durable soit alloué en faveur d'une initiative visant à améliorer l'accès aux services financiers au Mexique dans le cadre de la riposte à la COVID-19. Cette proposition bénéficie d'un financement initial du Fonds pour faire avancer la conception.

#### **D. Appui aux politiques et aux analyses**

24. Le FIDA fournit désormais un appui sur le plan des politiques et de l'analyse à 38 pays (voir les résumés présentés pour chaque pays à l'annexe II). Ces analyses contribuent à éclairer les activités à l'intérieur comme à l'extérieur du FIDA, donnent lieu à une série de publications et favorisent une étroite collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, d'autres organismes des Nations Unies et la Banque mondiale.
25. Pour éclairer les activités du FIDA et d'autres intervenants, plusieurs des propositions approuvées à ce jour au titre du Mécanisme de relance ont été façonnées par les évaluations d'impact rapides menées par les équipes de pays en collaboration avec les principaux partenaires. Concernant l'aspect externe, l'État plurinational de Bolivie offre un exemple intéressant: le FIDA y a mené un état des lieux de l'impact de la COVID-19 sur les systèmes agroalimentaires, en collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome et des acteurs du secteur privé. Cette analyse a permis à l'État plurinational de Bolivie d'être l'un des premiers pays au monde à disposer d'un diagnostic et d'un plan de relance. On peut également citer l'appui aux politiques fourni à la région Pacifique, qui a contribué à enrichir les stratégies de riposte à la COVID-19 et qui a joué un rôle pilote dans l'utilisation des technologies numériques pour évaluer les impacts de la COVID-19. Parmi ces technologies figure notamment une application de collecte de données permettant de recueillir des informations sur les prix des aliments vendus sur différents points de vente, formels ou informels. Grâce à cette application, 30 184 points de données relatifs aux prix du marché et 3 761 photos ont été recueillis en un mois, ce qui a contribué à la détection des variations de prix et à la connaissance des pratiques des clients et des vendeurs, puis à la conception et au ciblage des activités de riposte. Enfin, en Turquie, une évaluation d'impact rapide menée par le FIDA enrichira directement l'élaboration d'un projet à venir de commercialisation en ligne, reposant sur la téléphonie mobile et une chaîne de blocs publique, afin de remédier aux distorsions du marché en rapprochant les fournisseurs et les acheteurs de produits agricoles.



## Vue d'ensemble des propositions approuvées au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres

<i>Multipays</i>		
Afrique orientale et australe et Afrique de l'Ouest et du Centre (22 pays)	<b>Piliers 1 à 4.</b> S'employer, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, à adapter et à restaurer la production alimentaire en favorisant l'accès aux intrants, aux informations, aux marchés et aux liquidités, et en diffusant des informations sur les disponibilités alimentaires et la sécurité sanitaire des aliments.	1,5 million d'USD (plus 2,2 millions d'USD de cofinancement)
Asie et Pacifique (20 pays)	<b>Pilier 1.</b> Fournir des intrants agricoles et appuyer les activités de commercialisation dans le cadre de partenariats public-privé-producteurs négociés ou mis en place par des organisations paysannes.	2,0 millions d'USD
État plurinational de Bolivie, Guatemala, Haïti, Honduras, Pérou (projet autonome mis en œuvre par l'organisation non gouvernementale Agriterra)	<b>Pilier 4.</b> Mettre en place des services numériques de vaste portée, en menant des activités donnant lieu, notamment: à la fourniture de matériel et de formations connexes; à la mise en rapport des organisations de producteurs et des acheteurs du secteur privé et en accroissant leurs capacités de commerce en ligne; en aidant à la mise en place de procédures et de protocoles agréés en matière de biosécurité et de gestion des risques; et en fournissant aux prestataires de services financiers locaux des technologies numériques permettant d'assurer la continuité des opérations.	2,3 millions d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Kenya, Nigéria et Pakistan	<b>Pilier 4.</b> Donner des conseils agricoles personnalisés au moyen d'une application pour téléphone mobile, de manière à créer un canal d'information bidirectionnel permettant aux agriculteurs de recevoir à moindre coût des conseils pour améliorer leurs pratiques agricoles et leur accès aux marchés.	2,0 millions d'USD (plus 0,9 million d'USD de cofinancement)
<i>Pays</i>		
Afghanistan (projet autonome mis en œuvre par l'unité de gestion du Projet d'élevage et d'agriculture communautaires financé par le FIDA)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des intrants, des moyens de production de base et un appui supplémentaire grâce aux unités vétérinaires de terrain, aux banques de fourrage et aux investissements actuellement menés par le FIDA dans les filières laitières.	0,9 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Bangladesh (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne)	<b>Pilier 1.</b> Mener des activités à impact rapide consistant à fournir des intrants et à appuyer le renforcement des capacités d'exploitation de jardins potagers familiaux produisant des denrées à forte valeur ajoutée et riches en nutriments dans les zones côtières.	0,9 million d'USD
Bénin (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au développement agricole et à l'accès aux marchés)*	<b>Piliers 1 et 2.</b> Appuyer les filières du riz en fournissant des intrants et des machines pour la production, des tricycles pour le transport des marchandises vers les marchés et des machines pour la transformation après récolte.	0,4 million d'USD
Burkina Faso (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la promotion des filières agricoles)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Proposer des intrants à prix subventionnés (y compris des semences climatorésilientes), des équipements, des formations et des actions de vulgarisation pour les services d'information numérique relatifs aux périmètres maraîchers pendant la saison sèche. Créer une plateforme de commercialisation numérique et un centre d'appels consacré à l'information sur les marchés, et promouvoir l'établissement de partenariats dans les filières maraîchères.	0,7 million d'USD
Burundi (proposition mise en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement des filières)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des kits agricoles contenant des semences hybrides, des engrais et des produits phytosanitaires au cours des deux prochaines saisons; dispenser des formations sur les pratiques de production; transmettre des informations météorologiques et commerciales.	0,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Cambodge (proposition mise en œuvre dans le cadre du Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des intrants, dispenser des cours de formation en ligne et accélérer l'actuelle mise en service d'une application pour téléphone mobile multifonction destinée aux petits exploitants.	0,5 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement et 0,5 million d'USD au titre du programme ordinaire de dons)

Cameroun (proposition mise en œuvre dans le cadre du Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des intrants, des machines et une assistance technique pour la production agricole et animale. Améliorer l'accès aux marchés en créant des débouchés temporaires, en apportant un appui à l'entreposage, et en établissant des liens avec les acheteurs sur des plateformes numériques.	0,5 million d'USD
Congo (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet de développement de la pêche et de l'aquaculture continentales)	<b>Pilier 1.</b> Intervenir par l'intermédiaire des organisations de producteurs pour appuyer les secteurs de la production végétale, animale et aquacole, en proposant des intrants (y compris des semences maraîchères climatorésilientes, des alevins, des poussins, des aliments pour animaux et des produits vétérinaires), des logiciels d'analyse météorologique climatiquement rationnels, et une formation aux pratiques adaptées de production.	0,4 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Côte d'Ivoire (proposition mise en œuvre dans le cadre du Programme d'appui au développement des filières agricoles)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir du matériel pour la production et les activités post-récolte, y compris des mini-tracteurs, et un appui au transport pour les organisations paysannes de producteurs de riz. Fournir également des intrants pour l'élevage, notamment une vaste campagne de vaccination.	0,6 million d'USD
Djibouti (proposition mise en œuvre dans le cadre du Programme de gestion des eaux et des sols)	<b>Pilier 1.</b> Fournir divers intrants aux cultivateurs, éleveurs et pisciculteurs, dont des semences (semences fourragères pour la régénération du couvert végétal et semences maraîchères pour la culture potagère), des engrais et des produits phytosanitaires, des blocs à lécher pour les animaux d'élevage, des produits vétérinaires et des filets de pêche.	0,2 million d'USD
Érythrée (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet national de développement de l'agriculture)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Distribuer des semences et du matériel, dont des pompes à eau pour l'irrigation, fournir des intrants pour l'élevage et organiser des formations sur les pratiques adaptées de production. Appuyer la commercialisation des produits en mettant à disposition des sacs d'entreposage, des bidons à lait et une assistance en matière de transport.	0,4 million d'USD
État de Palestine (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet de gestion résiliente des terres et des ressources)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Distribuer des semences et des engrais aux petits producteurs, et appuyer le regroupement des produits agricoles et l'établissement de liens entre les agriculteurs et les acheteurs.	0,3 million d'USD (plus 27 000 USD de cofinancement)
Éthiopie (proposition mise en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement participatif de la petite irrigation)	<b>Piliers 1, 2 et 3.</b> Apporter un vaste soutien, notamment des coupons permettant d'obtenir des intrants, des dispositifs de travail rémunéré au comptant, une aide à l'entreposage et au transport de marchandises, ainsi que du matériel de protection et des activités de sensibilisation.	1,0 million d'USD
Gabon (proposition mise en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du Projet de développement agricole et rural)	<b>Pilier 1.</b> Appuyer les coopératives de production de volaille et les éleveurs de porcs et de moutons en leur fournissant des intrants (y compris des aliments pour animaux, des bâtiments d'élevage et d'autres équipements) et les former aux pratiques adaptées de production et à la gestion financière.	0,2 million d'USD (plus 49 000 USD de cofinancement)
Gambie (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet "Des organisations résilientes en faveur d'une agriculture paysanne porteuse de transformation")	<b>Piliers 1 à 4.</b> Cibler en priorité les femmes et les jeunes travaillant dans les jardins potagers, fournir des intrants pour la production végétale et animale et assurer des transferts monétaires numériques; appuyer le transport des produits jusqu'aux marchés dans des conditions adéquates de sécurité et d'hygiène, et fournir du matériel pour assurer la continuité des opérations de tous les acteurs du marché. Établir une application de téléphonie mobile polyvalente pour les informations commerciales, la formation et d'autres usages.	0,3 million d'USD

Guinée (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet visant l'agriculture familiale, la résilience et les marchés en Haute et Moyenne Guinée)	<b>Piliers 1 à 3.</b> Par l'intermédiaire des organisations paysannes, fournir des kits de production en partenariat avec des fournisseurs privés, ainsi que du matériel de production et de protection, une assistance technique et des formations sur les pratiques adaptées de production et la commercialisation, et des informations sur le marché. Fournir du matériel de transport et injecter des fonds au profit des prestataires de services financiers locaux.	0,5 million d'USD
Guinée-Bissau (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au développement économique des régions du Sud)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des intrants, une assistance technique, des formations, du matériel de protection et des kits d'hygiène, et créer des émissions de radio nationales pour diffuser des informations sur les prix pratiqués sur les marchés, ainsi que sur l'état de l'offre et de la demande dans certaines filières.	0,4 million d'USD
Liban (projet autonome mis en œuvre dans le cadre du Projet d'agriculture intelligente face aux changements climatiques: renforcement des capacités d'adaptation des communautés rurales libanaises, financé par le Fonds pour l'adaptation et supervisé par le FIDA)	<b>Pilier 1.</b> Fournir des intrants aux producteurs en serre, notamment des feuilles de plastique permettant de collecter l'eau de pluie.	0,2 million d'USD
Libéria (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet d'élargissement de l'arboriculture)	<b>Pilier 1.</b> Fournir des intrants, du matériel et assurer une formation pour la production de riz, de manioc et de légumes.	0,5 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Madagascar (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche)	<b>Piliers 2 et 4.</b> Améliorer les installations d'entreposage et de commercialisation après la récolte, et mettre en place un fonds renouvelable à l'intention des organisations paysannes afin de permettre les ventes collectives dans les zones urbaines et périurbaines, et établir une plateforme numérique d'information sur les prix et les débouchés commerciaux.	0,8 million d'USD (plus 0,6 million d'USD de cofinancement)
Malawi (proposition mise en œuvre dans le cadre du Programme de production agricole durable)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des intrants agricoles en collaboration avec un fournisseur privé, ainsi que des services de vulgarisation en ligne. Proposer à l'administration un appui à la certification des semences produites par les organisations paysannes, à l'aide d'un système numérique permettant d'accroître l'efficacité. Fournir des informations sur le marché, et contribuer à la recherche de débouchés pour les récoltes et au transport des produits jusqu'aux marchés, ainsi qu'au regroupement des acteurs. Exécuter un programme de transmission d'animaux d'élevage.	0,6 million d'USD (plus 69 000 USD de cofinancement)
Mali (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet de formation professionnelle, d'insertion et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux)	<b>Piliers 1 à 4.</b> Apporter un appui aux jeunes travaillant dans de petites et moyennes entreprises, notamment en subventionnant le coût du rééchelonnement des intérêts sur les prêts accordés par des établissements de microfinance et en fournissant l'équivalent de trois mois d'intrants. Fournir des informations sur le marché en encourageant les réseaux de praticiens et en partageant des informations sur les débouchés commerciaux ainsi que des conseils techniques via WhatsApp.	0,4 million d'USD
Népal (proposition mise en œuvre de manière indépendante par Agriculture Development Bank Limited)	<b>Piliers 3 et 4.</b> Aider les banques locales à élargir la portée de leurs services numériques en déployant une nouvelle application associant une carte de crédit et un téléphone mobile et permettant des transferts d'argent et d'informations, et en mettant en place un traitement automatisé des prêts.	0,5 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)

Niger (proposition mise en œuvre dans le cadre du Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des intrants, notamment des semences et du matériel de pompage de l'eau, ainsi que du matériel de traitement et de conservation des produits agricoles.	0,7 million d'USD
Nigéria (proposition mise en œuvre dans le cadre du Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane)	<b>Pilier 1.</b> Livrer, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des kits contenant des intrants et des produits adaptés, notamment des semences résilientes face aux aléas climatiques, à haut rendement, à germination rapide et hautement nutritives.	0,9 million d'USD (plus 1,3 million d'USD de fonds réaffectés à partir du Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane)
Ouganda (projet autonome mis en œuvre par l'unité de gestion du Projet en faveur de l'accès aux services financiers des populations rurales qui en sont habituellement exclues)	<b>Piliers 3 et 4.</b> Soutenir les groupes d'épargne et de crédit locaux en leur accordant des dons monétaires associés à un appui au renforcement des capacités de gestion, ainsi que des services de vulgarisation portant sur les technologies numériques (y compris les coûts liés à Internet).	1,0 million d'USD (plus 53 000 USD de cofinancement)
Pakistan (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche)	<b>Piliers 1, 3 et 4.</b> Transferts monétaires pour l'achat d'intrants, au moyen de portefeuilles électroniques programmés pour l'achat d'intrants exclusivement auprès de fournisseurs présélectionnés.	1,1 million d'USD
Papouasie-Nouvelle-Guinée (projet autonome mis en œuvre par l'Agence de développement des produits frais et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage)	<b>Piliers 1, 3 et 4.</b> Fournir des intrants gratuits à la ferme, prendre en charge la contribution de 10% requise pour l'accès aux prêts consentis dans le cadre du Projet de marchés pour les paysans villageois, en cours d'exécution; mettre à la disposition des opérateurs de transport locaux un fonds de roulement pour assurer la continuité du service, et faciliter l'accès à une plateforme numérique consacrée aux prix du marché.	0,4 million d'USD
République centrafricaine (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet de relance de la production agropastorale dans les savanes)*	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des kits agricoles aux agriculteurs et des lots d'animaux (petits ruminants) aux agropasteurs, et fournir une aide à la location de tracteurs. En outre, aider les groupements d'agriculteurs à participer à la production collective et organiser des formations en ligne sur les pratiques adaptées de production.	0,6 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
République démocratique du Congo (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au secteur agricole dans la Province du Nord-Kivu)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir, par l'intermédiaire d'organisations paysannes, des intrants et une formation portant sur des pratiques de production adaptées. Appuyer aussi l'accès aux marchés en assurant des moyens de transport et en améliorant les systèmes d'information sur les prix et les marchés.	1,2 million d'USD (plus 0,2 million d'USD de cofinancement)
République-Unie de Tanzanie (projet autonome mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture)*	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Appuyer les réunions de planification d'avant-saison des organisations paysannes pour déterminer les besoins d'intrants et les objectifs saisonniers de commercialisation. Appuyer également l'achat de maïs par les pouvoirs publics auprès des petits paysans, établir des liens entre les organisations paysannes et les acheteurs, et créer une application de téléphonie mobile pour la fourniture d'informations sur les marchés, les ventes et les formations.	0,9 million d'USD
Rwanda (projet autonome mis en œuvre par l'Office rwandais de développement de l'agriculture et des ressources animales)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des semences de maïs, de haricots et de pommes de terre ainsi que des engrais, et appuyer l'accès au marché en garantissant l'achat de céréales et la disponibilité d'installations d'entreposage.	0,6 million d'USD

Sao Tomé-et-Principe (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à la commercialisation, à la productivité agricole et à la nutrition)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des intrants pour les activités de production et les activités post-récolte et assurer des formations portant sur la production végétale, animale et piscicole ainsi qu'un appui à la commercialisation et au commerce en ligne.	0,2 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Sénégal [proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet d'appui à l'insertion des jeunes ruraux agripreneurs (Agri-jeunes <i>Tekki Ndawñi</i> )]	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des intrants à prix subventionnés et des petits outillages aux producteurs de pomme de terre et de melon, et renforcer les capacités des groupements de producteurs, et leur apporter un appui consultatif concernant les pratiques adaptées de production horticole et les modalités d'accès aux services numériques pour obtenir des informations sur le marché et les fournisseurs d'intrants.	0,5 million d'USD (plus 0,5 million d'USD de cofinancement)
Sierra Leone (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet de développement des filières agricoles)	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des intrants (y compris des semences à cycle court et à haut rendement) et des équipements nécessaires à la préparation des sols, appuyer l'amélioration des centres de collecte, et créer une plateforme numérique qui fera office de référentiel de vulgarisation et d'informations sur le marché.	0,5 million d'USD
Somalie (proposition indépendante mise en œuvre par l'Institut somalien pour le développement et la résilience)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des intrants et des petits outillages pour la production végétale, animale et piscicole, ainsi que du matériel et des formations dans le but de réduire les pertes après-récolte et d'ajouter de la valeur. Organiser des opérations d'achat local auprès de groupes de petits exploitants.	0,6 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Soudan (projet autonome mis en œuvre par le Ministère fédéral de l'agriculture et des ressources naturelles)	<b>Piliers 1 à 3.</b> Fournir aux petits exploitants des intrants pour leur production, notamment des semences de légumes à utiliser par les femmes dans les jardins potagers, ainsi que des formations portant sur une production adaptée, les pratiques après la récolte et la gestion financière. Fournir des sacs hermétiques pour l'entreposage, apporter un appui aux centres de collecte et diffuser des informations sur la production et les marchés par SMS et par la radio. Injecter des ressources financières dans les prestataires de services financiers locaux de manière à accroître l'accès au crédit et les possibilités d'envoyer et de recevoir des fonds.	0,7 million d'USD (plus 32 000 USD de cofinancement)
Tchad (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet de renforcement de la productivité des exploitations agropastorales familiales et résilience)	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des intrants, une formation et du matériel aux agriculteurs, aux producteurs de semence, aux éleveurs et aux jeunes entrepreneurs intervenant dans des filières déterminées. Fournir aussi: un appui logistique au transport des produits agricoles vers les plateformes de regroupement et les marchés; un soutien à l'organisation de ventes groupées; et des données et formations techniques visant à améliorer les capacités de stockage, de conditionnement et de commercialisation.	0,8 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)
Togo (proposition mise en œuvre dans le cadre du Projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques)	<b>Pilier 1.</b> Fournir un appui aux maraîchers sous forme d'intrants (notamment de kits d'irrigation) et de formations.	0,5 million d'USD
Yémen (projet autonome mis en œuvre par le Fonds social de développement)	<b>Pilier 1.</b> Selon les besoins, fournir des intrants et des actifs à titre gracieux pour la production horticole et animale, tout en proposant des formations sur les pratiques adaptées de production.	0,8 million d'USD
Zambie (proposition mise en œuvre dans le cadre du Programme d'investissement renforcé en faveur de l'élevage paysan)*	<b>Piliers 1, 2 et 4.</b> Fournir des formations vétérinaires à distance, des messages relatifs à la COVID-19 ainsi que d'autres services vétérinaires. Créer une plateforme Web de surveillance et de partage de l'information en matière de prévention des maladies du bétail, et fournir un cheptel de lapins, poulets et chèvres, ainsi que des clapiers et installer des pompes solaires sur des puits pour le lavage des mains. Appuyer la création d'un système d'assurance bétail indicelle.	0,6 million d'USD (plus 0,3 million d'USD de cofinancement)
Zimbabwe (proposition mise en œuvre dans le cadre du Programme de relance de l'irrigation paysanne)*	<b>Piliers 1 et 2.</b> Fournir des lots d'intrants à forte densité nutritionnelle, ainsi que des équipements de protection individuelle de base. Établir des liens entre les agriculteurs et des acheteurs et marchés fiables, et promouvoir l'adoption de technologies d'après-récolte.	0,7 million d'USD (plus 0,1 million d'USD de cofinancement)

\* Ces projets ont été examinés et recommandés pour approbation. Ils devraient recevoir une approbation finale sous peu.

## Vue d'ensemble des activités d'appui aux politiques et aux analyses

<i>Pays</i>	<i>Activités</i>
Bangladesh	En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), deux séries d'évaluations rapides ont été menées au sujet des effets de la COVID-19 sur l'alimentation et les agrosystèmes à l'échelle nationale.
État plurinational de Bolivie	Réalisation d'un état des lieux des effets de la COVID-19 sur les systèmes agroalimentaires et leurs systèmes de production, à partir d'une segmentation sectorielle, pour concevoir une stratégie de relance des systèmes agroalimentaires du pays à moyen et à long terme.
Bosnie-Herzégovine	En collaboration avec la FAO, une étude économique des effets de la COVID-19 sur le secteur agricole a été réalisée.
Brésil	Série d'études destinées à expérimenter des approches d'assistance technique à distance, l'inclusion numérique et la commercialisation durant la pandémie et à éclairer l'élaboration de politiques.
Burundi	Les organismes ayant leur siège à Rome (OSR) présents dans le pays ont mené une évaluation commune des effets de la pandémie de COVID-19 et formulé des recommandations.
Côte d'Ivoire	Analyse visant à déterminer les mesures à mettre en œuvre pour éviter que la COVID-19 exacerbe la crise du prix de la viande dans le pays.
Chine	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.
Djibouti	Les OSR mèneront conjointement une étude et une analyse des effets de la COVID-19, à partir des données issues de projets du FIDA.
Égypte	Le FIDA, la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires ont mené une évaluation rapide des répercussions de la COVID-19 sur le secteur agricole. Par ailleurs, participation à plusieurs groupes chargés d'élaborer des mesures de riposte à la COVID-19 et contribution à plusieurs autres analyses en cours.
Érythrée	La FAO et le FIDA ont apporté un appui à l'équipe de pays des Nations Unies concernant l'évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19 en Érythrée.
Éthiopie	Le FIDA a collaboré avec la FAO, le PAM, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le cadre d'une analyse commune du pays qui enrichira la publication de l'Organisation des Nations Unies consacrée aux répercussions socioéconomiques de la COVID-19 en Éthiopie.
Fidji	Étude d'impact en collaboration avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et le Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique.
Guatemala	Pilotage de l'élaboration d'une note de synthèse intitulée "Agriculture familiale et alimentation scolaire, une synergie efficace pour le développement local et un instrument utile face à la situation provoquée par la COVID-19 au Guatemala".
Guinée-Bissau	En collaboration avec la FAO, le PAM et le PNUD, rédaction de trois chapitres de l'évaluation, par l'Organisation des Nations Unies, des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.
Inde	En collaboration avec la FAO, évaluation des répercussions de la COVID-19 dans le contexte de l'après-confinement.
Iraq	En collaboration avec les OSR et la Banque mondiale, production d'une série de publications relatives aux conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire.
Jordanie	En collaboration avec les OSR et la Banque mondiale, production d'une série de publications relatives aux conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire.
Kenya	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.
République démocratique populaire lao	En collaboration avec la FAO et le PAM, évaluation rapide des conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.
Lesotho	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des répercussions socioéconomiques de la COVID-19.
Maroc	En collaboration avec la FAO, étude économique des répercussions de la COVID-19 sur le secteur agricole.

Mozambique	Plusieurs études pour étayer l'élaboration d'interventions dans le domaine de l'accès aux marchés et de la production de poissons, de petits animaux et de volailles dans les zones rurales et périurbaines.
Myanmar	En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, évaluation rapide des conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.
Namibie	En collaboration avec le PAM, analyse visant à combler le déficit en nutriments destinée à étayer les analyses de pays de l'équipe de pays des Nations Unies et les mesures à prendre par les pouvoirs publics pour appuyer le secteur agricole et la réalisation des objectifs de développement nationaux.
Nigéria	En collaboration avec la FAO et le PAM, évaluation rapide des conséquences de la COVID-19 sur les moyens d'existence agricoles, la sécurité alimentaire et la nutrition.
Pérou	Réalisation d'un état des lieux des conséquences de la COVID-19 sur les systèmes agroalimentaires et leurs systèmes de production, et formulation de recommandations à l'intention du Ministère de l'agriculture.
Philippines	En collaboration avec la FAO, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, évaluation rapide des répercussions de la COVID-19 sur les moyens d'existence ruraux, les filières agricoles et la sécurité alimentaire.
Samoa	Étude d'impact fondée sur les données, en collaboration avec le CTA, le Réseau des organisations d'agriculteurs des îles du Pacifique, le Bureau des statistiques du Samoa et la FAO.
Afrique du Sud	Évaluation des conséquences de la COVID-19 pour les ménages ruraux et les petits paysans, afin d'étayer les travaux du Gouvernement sud-africain et de l'équipe de pays des Nations Unies.
Soudan du Sud	Évaluation rapide des conséquences de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et l'agriculture.
Tadjikistan	En collaboration avec la FAO, réalisation d'une étude préalable au bilan commun de pays concernant le secteur rural, pour enrichir le bilan commun multisectoriel qui débouchera sur le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du pays.
Tonga	Étude visant à évaluer la vulnérabilité de l'approvisionnement en produits alimentaires et en semences du groupe cible du Projet d'innovation rurale aux Tonga – Phase II.
Tunisie	Deux études en collaboration avec la FAO, le PAM et la Banque mondiale sur les conséquences de la COVID-19 pour les petits producteurs et les filières agricoles stratégiques.
Turquie	En collaboration avec la FAO et le PNUD, évaluation des répercussions de la COVID-19 sur le secteur rural pour étayer une évaluation d'impact multisectorielle plus large menée par l'équipe de pays des Nations Unies.
Venezuela (République bolivarienne du)	Élaboration de notes d'orientation sur les politiques et les programmes à partir des directives de la FAO en matière de suivi, de prévision et d'évaluation, pour éclairer l'élaboration, par le Gouvernement vénézuélien et les partenaires de développement, d'interventions face à la COVID-19.
Viet Nam	En collaboration avec la Banque asiatique de développement, aide apportée à l'Institut de politique et de stratégie pour l'agriculture et le développement rural du Ministère de l'agriculture et du développement rural en vue de la réalisation d'un sondage national sur les conséquences de la COVID-19 pour les petits exploitants agricoles.
Région Pacifique (Fidji, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Vanuatu)	Collaboration avec le PAM à l'analyse et à la cartographie de la vulnérabilité à l'aide de la téléphonie mobile, par un examen des outils techniques et la participation de groupes d'informateurs clés, en vue de remédier aux répercussions économiques à long terme de la COVID-19. Par ailleurs, en collaboration avec le CTA et la société TraSeable Solutions aux Fidji, à Samoa et dans les Îles Salomon, réalisation d'une étude pilote relative à une application de collecte de données sur les incidences de la COVID-19 sur les principaux produits de base.